hors service • feuille anarchiste • 20 janvier 2014 • n°43



De l'air, de l'air !

Ce monde carcéral qui nous empêche de respirer

Il y a deux semaines, un homme est retrouvé mort dans des circonstances suspectes, dans son lit, dans une cellule, enfermé dans la prison pour étrangers à Bruges. Vivre derrière des barreaux, mourir derrière des barreaux, il nous faut détruire le monde qui crée de tels possibles.

L'air qu'on respire est pollué… Cette pollution, c'est l'odeur de l'économie, des uniformes, la puanteur de l'enfermement, de l'oppression quotidienne, de l'acceptation et de la dépression. Et cette ambiance provoque des troubles respiratoires : une agression pulmonaire, une bronchite chronique, une espèce d'allergie au monde qui nous écrase : du stress.

Détruire ce qui nous détruit pour prendre l'air

On nous dit que si on est malade il faut aller voir le docteur, avaler des médicaments pour calmer la douleur, et se résigner à vivre avec la maladie. Mais quoi qu'il en soit, si les causes restent intactes, les symptômes reviendront à chaque fois.

Il y a certains remèdes qu'aucun docteur ne prescrira. Démolir les cages, scier les barreaux, voilà des médications qui font du bien ! Comme ces cinq hommes qui s'envolent des centres fermés de Merksplas et de Steenokkerzeel. À Vottem, une personne tente de mettre le feu à sa cellule. Et tout dernièrement, un prisonnier réussit à s'échapper de la prison de Lantin, avec la complicité de codétenus solidaires.

À Bruges, suite à la mort suspecte de l'homme, tous les prisonniers se mettent en grève de la faim, et seront suivis par d'autres dans les centres fermés de Vottem et Steenokkerzeel. Des manifestations de solidarité ont lieu devant ces deux prisons pour étrangers et les matons se font insulter par les manifestants pendant le tour de garde.

Le feu qui donne de l'oxygène

Pendant des années, les prisons et les centres fermés belges ont connu la rébellion et la révolte : des ailes entières ont été mises hors services par le feu. Dehors aussi, des émeutes et des attaques solidaires ont donné de l'oxygène à tous ceux qui ne veulent pas accepter cette prise en otage permanente.

L'État réagit et construit des zones d'isolement dans les prisons, comme les QHS de Bruges et Lantin. Ces deux lieux indescriptiblement cruels ont été dévastés à plusieurs reprises, mais rénovés à chaque fois. Dans les camps de déportation aussi, les révoltés sont mis en isolement, transférés ou expulsés au plus vite, pour empêcher la contagion de l'agitation. Ce sont toutes des armes dans les mains du système pénitentiaire qui visent à rendre dociles les prisonniers récalcitrants à coups de bâton et à faire peur à tous. C'est dans la même logique que l'État prévoit 9 nouvelles prisons en Belgique.

L'État cherche donc à nous couper le souffle pour de bon. Certains ne se laissent pas faire, et passent à l'offensive. Si on pense à la nouvelle prison de Marche-en-Famenne, ultra-sécurisée, n'oublions surtout pas la tentative de sabotage du chantier en 2012 quand six bombes incendiaires sont placées dans les grues. Et encore, quelque peu après l'ouverture de cette nouvelle prison en novembre 2013, les vitres du bureau des architectes morbides (CERAU) qui ont dessiné cette taule volent en éclat. C'est comme prendre un bol d'air frais.

Respiration contre résignation

Si le pouvoir nous veut dociles, expulsés ou enfermés, c'est à nous de nous mettre en forme et de nous préparer à la bataille. S'il veut que Bruxelles soit bien nettoyée et sécurisée pour qu'elle soit agréable aux eurocrates, diplomates, riches et businessmen, c'est à nous de rester dignes, de garder la tête haute, et de ne pas les laisser avancer sans qu'ils se heurtent à nous. Entraînons nos poumons à respirer librement.

Saboter les rafles, se battre contre la construction de la plus grande prison de l'histoire belge, à Bruxelles, aller à l'offensive…Tout ça est possible, en s'organisant en petits groupes de confiance, avec un peu d'agilité, de détermination et d'inventivité. En se reconnaissant aussi entre révoltés assoiffés de liberté. Respirons un grand coup et faisons un maximum de bruit, foutons un beau bordel !

Des cibles, on peut en trouver partout. Les entreprises qui gagnent du fric avec l'enfermement (Sodexo, Fabricom …) ou celles qui construisent des nouvelles prisons (BAM, Valens, BESIX, Willemen, DENYS …), mais aussi les chantier destinés au profit et confort des riches, et les bureaux où travaillent les gentils monsieur-dames qui prennent les décisions et conçoivent des plans pour affiner l'exploitation, l'écrasement et l'expulsion des indésirables (l'Office des étrangers, la Régie des bâtiments, l'UE, le ministère de la Justice, l'ONEM et tant d'autres).

N'oublions jamais : chaque acte inspiré par le désir de liberté parle au cœur de celui qui cherche la même chose. Soyons solidaires, jusqu'à leur couper la respiration, jusqu'à ce qu'on soit libres, libres comme l'air.

Les dettes des pauvres !?

De 2008 jusqu'à aujourd'hui, depuis près de cinq ans maintenant, c'est *la crise*. Les médias assouvissent leur faim de nouvelles avec elle, les politiciens ne font que parler de ça, les dirigeants des entreprises s'en plaignent "avec raison". Qui crise ?, quoi crise ?, ose-t-on alors se demander de temps en temps. En effet, l'économie tourne pourtant à toute vitesse, comme en témoignent les profits colossaux qu'encaissent les actionnaires, et les salaires vertigineux que les managers empochent. De même, le capitalisme reste fermement debout comme un dogme incritiquable, et les politiciens bêlent tous le même refrain : austérité, tout le monde au travail, continuer sur le même chemin sans se retourner. On voit bien là que cette société ne connaît ni crise économique, ni crise politique ou idéologique. Mais alors, elle est où cette fameuse crise? Car il y a bel et bien une crise, toutes les vaches beuglantes sont d'accord sur cela. La crise, c'est même le *prétexte* qu'ils invoquent pour couper dans les allocations de chômage, pour licencier autant dans le public que dans le privé.
S'il n'est peut-être pas très clair où se trouve cette crise, en tout cas les puissants trouvent clairement que les coupables, ce sont les pauvres. Comme ils coûtent trop à l'économie, l'Etat supprime les allocations, envoie des huissiers pour aller récupérer les arriérés, bricole avec les salaires minimums, diminue les taxes sur les salaires, afin que les dirigeants des entreprises puissent empocher plus. Entre-temps, la différence entres les plus riches et les plus pauvres n'a jamais été aussi grande dans l'histoire récente.

> *« Mais c'était qui encore, qui avait commencé la crise ?*

Tout cela devient chaque jour un peu plus dégoûtant. En 2008, quelques secteurs économiques se retrouvent en difficulté. Le secteur financier mondial -et dans certains pays le secteur immobilier- a joué à des jeux dans lesquels il se mord maintenant les doigts. Mais comme il n'avait pas l'intention de subir ces pertes, ça non, les puissants ont préféré les reléguer à d'autres. Notamment à quelques gouvernements dont les déficits étaient trop élevés, selon l'avis de ce même secteur financier, des gouvernements qui ne devaient donc plus trop compter sur des crédits provenant de ce secteur.
Bref, il y a quelques dettes à rembourser. Et qui va le faire? « Hum, » se sont dit les puissants de cette planète, « les pauvres ! On l'appellera crise, un bon prétexte pour imposer encore quelques réformes économiques qui nous permettront, sur la longue durée, de faire plus de profits! »
Ces réformes économiques, au nom de la crise, visent à rendre les gens plus dépendants du travail salarié pour survivre, et les obliger ensuite à effectuer un travail misérable pour un salaire misérable. Car on le sait, il faut être compétitifs par rapport à des pays comme l'Espagne, où les gens désespérés acceptent n'importe quel type de boulot, ou comme l'Allemagne, où le travail forcé est de nouveau à la mode dans la tête des dirigeants (travail obligatoire en échange d'une allocation misérable).

Il est temps qu'advienne la véritable crise de ce système. Et la cause n'en sera pas un enchevêtrement mystérieux et indémêlable, mais simplement un acte : le sabotage.



Dans chaque numéro de Hors Service, nous reprenons une poignée d'une multitude d'actes de rébellion et de révolte. En général, l'Etat, ses médias et ses journalistes préfèrent ne pas trop ébruiter ces événements ou, plus encore, les déformer, les fausser et les mutiler pour que personne ne puisse s'y reconnaître. L'Etat ne veut inspirer personne dans de *mauvaises intentions* – mais nous si, et voilà la raison de ces colonnes.

Une nuit pas comme les autres • Mercredi 11 décembre 2013, rue Kespier à Asbeek, devant la villa de Jurgen van Poecke (directeur de la prison de Bruges) et de Katrien Verhegge (administratrice générale de l'institution Kind & Gezin). Il est 4h du matin lorsque part un incendie de l'une de leurs deux voitures, une Audi et une Citroën, garées dans l'allée de la maison. Les flammes ravagent les véhicules et se propagent même au garage de leur villa. Le feu a fait son travail : la villa est inhabitable. Inhabitable comme l'est toute cellule de prison. Invivable comme l'est un module d'isolement – cette prison à l'intérieur de la prison – comme celui installé à Bruges. Insupportable comme l'est la torture blanche pratiquée contre les détenus en lutte. Et des responsables qui annihilent jour après jour des êtres humains dans les geôles belges, il y en a. C'est par exemple ce Jurgen Van Poecke, qui est directeur régional des prisons en Flandre et directeur de la prison de Bruges, la taule où se trouve l'infâme QHS. Cette nuit-là de décembre, les flammes devant sa villa l'ont réveillé, des flammes qui rappellent que la prison et ses responsables peuvent être attaqués, partout.

Du bordel pour inaugurer une année de révolte • La nuit du Nouvel An a été quelque peu agitée dans certains quartiers de Bruxelles, notamment à Saint-Gilles, Anderlecht et Molenbeek. A des dizaines d'endroits, des poubelles ont été mises en travers de la rue et incendiées, de petites barricades enflammées, comme pour rappeler à tout le monde que si une nouvelle année vient de commencer, on souhaite que ce soit une année de révolte. Quelques voitures ont aussi flambé, alors que des flics et des pompiers ont pu essuyer des jets de pierres et de pétards.

Vivent les évasions • A la prison de Lantin, un prisonnier s'est enfui en escaladant un mur protégé par des fils de fer barbelés. L'évadé a bénéficié de l'aide de plusieurs détenus, qui d'un côté ont fait diversion en faisant exploser un récipient en verre pour attirer les matons, et de l'autre ont fait une pyramide humaine pour lui faciliter la montée. A l'extérieur, des complices l'attendaient dans une voiture stationnée devant l'entrée réservée aux véhicules de la prison de Lantin. Quand un gardien est allé leur demander ce qu'ils faisaient là, il a été menacé par plusieurs individus armés. Une fois que l'évadé a rejoint la voiture, les complices ont relâché le gardien. Les recherches de la police n'ont rien donné. Une belle évasion, réussie aussi grâce à la solidarité entre prisonniers et à la détermination de quelques complices à l'extérieur !

Toc toc toc, il y a quelqu'un? • Au cours de la nuit du 23 décembre, des inconnus ont cassé l'entrée du bâtiment de la Police Fédérale à Hasselt. Ils ont d'abord défoncé la porte pour pouvoir se glisser à l'intérieur. Toute la salle d'entrée a été ravagée. Flics, porcs, assassins, débusquons-les là où ils ne nous attendent pas!

Hors Service est un journal anarchiste paraissant environ toutes les trois semaines.
Le journal est distribué gratuitement en néerlandais et en français.

hors.service@hotmail.com
http://journalhorsservice.blogspot.com



« A bas le système et l'opposition. A bas la nation arabe et islamique. A bas le conseil de sécurité. A bas le monde. A bas tout.»

Qui veut tuer la révolution en Syrie ?

Peu de bonnes nouvelles de la Syrie parviennent à nos oreilles. Le soulèvement contre le régime d'Assad s'est enlisé dans une guerre civile, et les mouvements et tentatives de libération ont beaucoup de mal à affronter leurs nombreux ennemis. Car, soulignons-le, cette révolte a commencé pour mettre fin au régime de Assad, se libérer de son joug, et reconstruire la vie sur d'autres bases : *une révolte pour la liberté et la dignité*. Cela s'est exprimé et s'exprime encore à travers les tentatives d'auto-organisation des révoltés dans les quartiers des villes, qui se font sans autorité centrale ou étatique ; à travers les combats, armés ou non, que de nombreuses personnes continuent à mener pour la révolution en Syrie ; à travers la création d'espaces où des rapports plus libres sont expérimentés, et qui constituent quelque part le cœur du magnifique élan de libération qui a inspiré des centaines de milliers de personnes à se défaire de la peur et à se révolter.

Mais comme on le disait déjà, ces tentatives de libération se trouvent menacées d'asphyxie. Il s'agit alors de se demander : qui sont les ennemis de la révolution en Syrie ? Qui veut tuer les possibilités pour les révoltés d'en finir avec le régime, et de reconstruire leur vie sur des bases complètement autres que celles de l'autorité et de la soumission ?

Premièrement, il s'agit évidemment du régime d'Assad. Quand un pouvoir se sent menacé, il est prêt à tout, à commettre n'importe quelle atrocité ou massacre. C'est dans l'essence même de tout pouvoir de vouloir se préserver. En Syrie, le pouvoir mitraille, bombarde, torture afin d'étouffer la révolte dans un bain de sang. Et le régime s'est auto-désigné comme le fossoyeur de ce qu'on pourrait appeler le printemps des soulèvements dans de nombreux pays (Tunisie, Libye, Egypte, Bahrein, Yemen…). Tous les régimes se trouvent en effet d'accord sur ce point : quelqu'un doit freiner l'élan révolutionnaire, coûte que coûte. C'est pour cela que certains pays continuent à fournir le régime d'Assad en argent et en armes, en services et en matériel militaires. Disons-le sans détour : les transports d'armes à destination du régime assassin transitent aussi par les ports européens, comme Anvers par exemple.

Deuxièmement, un autre ennemi de la révolution en Syrie, et qui n'est pas moins important, ce sont les forces islamistes. Il y a de nombreuses fractions différentes qui sont actives sur le terrain, et en ce moment, des combats sont en cours entre les milices de l'EIIL (Etat islamique en Iraq et au Levant) et la population terrorisée par ces réactionnaires. Mais bien avant ces heurts armés, il y avait eu depuis plusieurs mois, dans les zones sous contrôle de l'EIIL, de nombreuses protestations de la part de la population, certaines exprimant clairement : « Ni Assad, ni Al-Qaïda ! » Le soulèvement n'a en effet pas commencé afin de remplacer le régime autoritaire d'Assad par un autre régime autant autoritaire et sanguinaire. Les islamistes veulent peut-être en finir avec Assad, mais ils ne veulent pas libérer la population, ils ne veulent pas que les gens décident eux-mêmes comment organiser leur vie, et choisir sur quelles bases ils le font : ils veulent imposer la loi de Dieu (en plus, selon leur interprétation particulière) au lieu de la loi d'Assad. Mais la liberté, le changement radical pour tenter d'en finir avec un monde basé sur le pouvoir et le fric, n'est pas compatible avec une quelconque loi. C'est soit la loi, soit la liberté. La révolution en Syrie doit maintenant combattre non seulement le régime d'Assad, mais également ceux qui veulent imposer le leur. D'ailleurs, dans d'autres pays qui ont connu des soulèvements, la révolution se trouve devant les mêmes défis (il suffit de penser à l'Egypte, où différentes fractions ont successivement pris le pouvoir pour imposer leur régime aux exploités et opprimés en révolte).

Troisièmement, ce sont les chefs de tout poil (le gouvernement provisoire en exil, l'état-major militaire de l'armée libre syrienne…) qui sont en opposition fatale avec la révolution. Si le recours aux armes était certes inévitable dans le soulèvement contre Assad, les armes sont aussi en train de consumer l'essence émancipatrice de la révolution. Une guerre civile, avec ses stratégies, ses calculs, ses alliances tactiques, ses jeux politiques, n'est pas la même chose qu'une guerre de libération, qu'un soulèvement révolutionnaire. La militarisation du conflit induit fatalement la restauration de l'autorité, la discipline devant des chefs et des leaders, plutôt que la libre expérimentation et la construction d'un nouveau monde. Tout comme une large partie des islamistes, le gouvernement en exil veut probablement chasser Assad, mais uniquement pour le remplacer par son propre régime. Aucun des deux n'a confiance dans les forces créatrices des masses libérées, tous les deux craignent la remise en question de tout pouvoir, de toute oppression. Ce sont donc des ennemis de la révolution sociale. Et ce gouvernement en exil cherche du soutien auprès d'autres gouvernements, notamment auprès de l'Union Européenne, qui exige bien entendu des garanties en échange : celle-ci peut dire *oui* à ce nouveau gouvernement en échange d'un *non* ferme (et obtenu au prix du sang s'il le faut) à la révolution sociale en Syrie, à l'abolition du capitalisme…

Que peut-on faire ici pour soutenir le parcours difficile de la révolution en Syrie, qui est menacé de toute part ? D'un côté, il s'agit de trouver les manières de soutenir et de se solidariser avec ceux qui se battent là-bas pour la révolution et contre toute oppression, qu'elle provienne du régime d'Assad, des islamistes ou des politiciens démocrates. D'un autre côté, on peut combattre ici les ennemis de la révolution, là où il est possible de scier les branches sur lesquelles reposent leurs soutiens : démasquer les mensonges des gouvernements ici ; saboter les entreprises et les institutions qui fournissent des services au régime syrien ; contrecarrer la propagande islamiste qui se préoccupe uniquement d'installer d'un Etat islamiste sur le sol syrien et recrute des combattants pour aller imposer leur loi à ceux qui cherchent justement à se libérer des régimes oppresseurs ; propager un internationalisme révolutionnaire, c'est-à-dire soutenir la lutte contre le pouvoir sous toutes ses formes, pour que le magnifique élan révolutionnaire, secouant de nombreux pays, ne soit pas étouffé dans le sang des révoltés.

Quelques notes inconfortables



Couper la tête du pouvoir, voilà plus ou moins ce que de nombreux révolutionnaires portent comme proposition. Si le système est pourri, il y a bien quelque part des responsables de cette pourriture. Et la pourriture, on ne discute pas avec, on ne négocie pas avec, on la *détruit*. C'est dans ce sens qu'on parle de révolution, d'un bouleversement radical qui tente d'en finir avec les patrons, les dirigeants et les exploiteurs.

La destruction est bien sûr nécessaire. On est les premiers à l'affirmer et à le proposer. Et pas demain, mais déjà ici et maintenant : porter des coups contre ce qui nous étouffe, saboter la routine quotidienne qui nous écrase. Pourtant, les anarchistes ne se contentent pas que de dire cela. Si on pense en effet à ce qu'un illustre tribun de la politique de la Rome antique a dit pour calmer le peuple, qui était prêt à passer au fil de l'épée l'ensemble de la classe dirigeante, on se doute bien qu'il manque quelque chose au raisonnement esquissé plus haut. Ce tribun disait que la société est comme le corps humain : il y a ceux qui sont les cerveaux, il y a ceux (très nombreux) qui sont les bras, et d'autres encore (très nombreux aussi) qui sont les pieds. Chacun occupe sa place et doit faire des efforts afin de faire fonctionner le corps dans son entier. Si on file cette image, on pourrait dire que l'Autorité, ce n'est pas uniquement la tête, mais c'est *tout le corps social* qui la fait vivre et sévir. L'Autorité s'incarne certes dans les patrons et dans les politiciens, mais les exploités et les opprimés ne font pas que la subir, ils la reproduisent et la soutiennent également. Sans l'acceptation de l'ouvrier, l'usine ne pourrait pas tourner et procurer des profits aux riches. Sans la résignation des pauvres qui font la queue pour une aumône et qui se laissent humilier par de petits bureaucrates, le capitalisme ne pourrait pas tenir debout. On n'ira pas néanmoins jusqu'à affirmer que ce serait juste une question de choix : le pouvoir dispose en effet de nombreuses armes à sa disposition (la police, l'armée, la loi, la morale dominante, la propagande étatique…) pour imposer aux exploités leur concours et extorquer leur collaboration.

L'autorité est profondément ancrée dans le corps social : elle est aussi l'oppression que la famille exerce sur le modèle d'un mini-Etat, elle est aussi l'habitude de laisser d'autres parler en notre nom (car « il sait mieux le faire »), ou de déléguer à d'autres la responsabilité de tenter de changer la situation (car « elle a plus de conviction et elle est plus douée »). On le voit, l'autorité n'est pas un monstre auquel il « suffirait » de couper la tête, c'est la substance même des rapports que nous entretenons, tous les jours, d'acceptation en acceptation, de compromis en compromis, de coercition en coercition.

Beaucoup de personnes pensent que les anarchistes sont des « fous », parce qu'ils veulent un monde sans autorité (où les hommes et les femmes organisent librement leur vie à leur guise, sans s'exploiter et s'opprimer) qui ne pourra jamais exister. Peut-être l'anarchie ne verra-t-elle jamais le jour, mais en tout cas, c'est sûr, les anarchistes sont fous. Fous de se battre malgré tout, malgré les marasmes de la résignation qui nous entourent. Fous de ne pas combattre seulement les puissants, les flics, les exploiteurs et les riches (comme si ce n'était pas déjà assez), mais de s'opposer aussi à la reproduction quotidienne de l'autorité, à ce corps social qui fait vivre la cadavérique autorité.

On ne ménagera pas nos critiques pour recevoir de sympathie superficielle. On dira ce qu'on pense du directeur de prison, qui est responsable de cette torture atroce qu'est la privation de liberté, mais on dira également ce qu'on pense de celui qui se comporte de façon trop complaisante avec les gardiens qui ferment la porte de sa cellule. On continuera à faire tout ce qu'on peut pour éradiquer les puissants de ce monde, mais on ne se lassera pas non plus de reprocher aux dominés de se laisser faire, souvent, très souvent, trop souvent. L'anarchisme est peut-être tout simplement le combat sans fin contre l'autorité sous toutes ses formes, un combat à la fois contre les têtes et contre le corps social qui amène du sang à ces têtes.

Détruisons les centres fermés • Dimanche après-midi (8 décembre 2013), une bande de joyeux lurons s'est pointée devant le centre fermé 127 bis à Steenokkerzeel. Après quelques mots échangés avec les détenus qui étaient dans la cour, les gardiens ont rapidement fait rentrer les prisonniers à l'intérieur pour éviter tout contact.... Même si le centre n'a pas brûlé ce jour-là et qu'aucune évasion n'a eu lieu, la rage s'est un peu exprimée face à ces prisons, avec des pétards, fumigènes et feux d'artifices, le tout accompagné d'un joyeux tintamarre. L'envie de cette ballade était de montrer de la solidarité avec les sans-papiers, de gueuler de la colère concernant l'existence des centres, et contre la mort d'un détenu cette semaine au centre fermé de Bruges.

Piquer comme la guêpe • Le 18 décembre 2013, des inconnus ont incendié la BMW de Georgios Papastamkos, vice-président du parlement européen et membre du parti grec Nea Demokratia. Il habite au square Ambiorix 32 à Bruxelles. L'attaque a ensuite été revendiquée en solidarité avec les anarchistes séquestrés par l'Etat. Rappelons qu'en l'occurrence en Grèce, des dizaines d'anarchistes se retrouvent aujourd'hui derrière les barreaux, accusés ou condamnés pour avoir attaqué le pouvoir, de différentes manières (attaques incendiaires, explosions, braquages, fusillades avec les flics, sabotages...). Dans d'autres pays aussi, comme en Italie ou en Espagne, des anarchistes se retrouvent derrière les barreaux, incarcérés pour tenter de freiner leurs luttes contre l'Etat. Quelques jours plus tard, tôt le matin, un mystérieux incendie a frappé les garages de l'ambassade d'Italie à Bruxelles. L'Italie, ce pays qui se distingue depuis longtemps dans la répression contre les anarchistes.

Saint Sylvestre anti-construction • Peu après minuit, un incendie s'est déclaré dans les installations de l'usine cimentière CBR à Harmignies, qui figure parmi le top 15 des plus importants sites de production de ciment blanc du monde. C'est même la seule usine à fabriquer ce type de produit dans le Benelux. A l'arrivée des pompiers, les hangars de l'usine étaient déjà en feu. Cet incendie a saboté une des structures indispensables au développement capitaliste. En effet, les chantiers poussent partout, pour construire des prisons, des centres commerciaux, des institutions, des lofts, éliminant les quelques marges de vie qui nous restaient encore. S'opposer à ces chantiers, c'est s'opposer à une société basée sur le fric et le pouvoir. Les possibilités sont infinies : saboter des engins sur les chantiers mêmes, couper les axes d'alimentation (transports, énergie, matériaux bruts) vers les chantiers, mettre des bâtons dans les roues des structures qui leur sont indispensables, comme cette usine cimentière CBR à Harmignies.

Action contre l'Opus Dei • La nuit de Noël, un bâtiment de l'Opus Dei à Louvain, organisation chrétienne de droite et fascisante, a été ciblé par quelques individus: tags et bombes de peintures contre la façade. Pendant 7 ans, ce même bâtiment était occupé et fonctionnait comme centre social autonome et libertaire. Cette action a eu lieu en solidarité avec le centre autonome Rote Flora à Hambourg (Allemagne), menacé d'expulsion.